



- SI on casse la famille, on casse la société telle qu'elle est construite.
- Il faut se battre pour la famille car elle est essentielle pour notre civilisation
- On ne choisit pas plus sa patrie que son père et sa mère ; la société ne peut plus exister si on n'a plus la famille
- Une valeur fondamentale est la politique familiale (...) dont un principe de base est le fait que l'Etat doit aider les couples qui veulent avoir des enfants.
- On ne peut pas dire que l'on veut une politique familiale d'un côté et la détruire de l'autre, comme cela se fait depuis 30 ans, tant par la gauche que par la droite.
- Le premier point sur lequel il faudrait travailler : c'est l'éducation dans le domaine de l'instruction : mais attention, le rôle de l'Etat, c'est bien d'instruire les enfants, ce n'est pas de les éduquer ! L'éducation relève de la famille, pas de l'Etat.
- La région pourrait aider les familles en aidant toutes les associations qui luttent contre la délinquance ou aussi le handicap ; c'est une catastrophe en France il n'y a pas de vraie politique d'aide aux enfants handicapés. Sur cette question, on a la possibilité d'aider, notamment avec une politique de subventions.
- Il faut aider les familles nombreuses en mettant en place un système équivalent à l'ancienne carte famille nombreuse qui donnait des réductions dans plusieurs secteurs. Ce n'est pas normal qu'il n'y ait pas d'aides pour les familles nombreuses.
- Culture : je respecte tout le monde ; si quelqu'un veut faire un spectacle engagé, qu'il le fasse mais pas avec l'argent de la région :
- Nous ne sommes pas là pour payer une politique culturelle engagée : c'est l'argent de tous les Français.
- Il y a trop de vice-présidences à la région mais je suis favorable à la création d'une commission aux affaires familiales.
- On n'est pas là pour subventionner des associations de gauche ou de droite : la question est de savoir si ces associations font du bien pour les habitants de la région. Elles n'ont pas à être politisées.
- Il n'est pas acceptable de donner de l'argent sans savoir où il va.
- Je pars du principe que la cellule familiale est un point essentiel qui doit être protégé et qui protège l'enfant.
- Pour moi il est impensable d'imaginer que dans une famille on ne puisse pas dire qu'un enfant a droit à un père et une mère : un enfant a forcément droit à un père et une mère : c'est un point essentiel.
- Le combat que vous avez mené dans ces manifestations auxquelles j'ai régulièrement participé est juste. On ne peut pas dire qu'il faut ouvrir l'accès à la GPA, à la PMA à des personnes qui peuvent avoir une détresse que je peux comprendre.

- On ne peut pas, par souci de se mettre dans la détresse de certaines personnes, placer les enfants dans des situations que l'on ne connaît pas et faire prendre des risques aux enfants.
- Je me battraï toujours et systématiquement pour interdire la PMA, la GPA et l'adoption pour les couples de même sexe : pour moi c'est inacceptable !
- La marchandisation du corps de la femme est inacceptable ainsi que le fait de donner des droits à un enfant acheté à l'étranger comme le fait actuellement la jurisprudence : on ne peut pas accepter qu'il y ait un droit à l'enfant contre le droit de l'enfant : on ne peut pas négocier là-dessus.
- Il faut réécrire cette loi ; il faut abroger, je le dis clairement, toutes les dispositions [de la loi T] qui concernent la filiation, l'adoption, la PMA et la GPA : c'est essentiel.
- Le mot "mariage" est totalement inapproprié : ça n'a aucun sens. Le mot "mariage" est sexué et ça n'a donc pas de sens de l'utiliser pour 2 personnes de même sexe.
- On pourrait imagier un PACS amélioré ; ça pourrait être une allinace même si on n'a pas à faire un mariage.
- On sait que filiation, PMA, GPA et adoption découlent de cette loi et on est intransigeant : on n'acceptera jamais ça !